

*Développement social*

J'ai grandi dans le type de société appelé l'État providence et j'avais l'impression que comme peuple nous nous aidions les uns les autres, que nous formions une société progressiste, évoluée, qui prenait soin de ses membres et partageait la richesse de sorte que personne au Canada ne soit laissé dans la misère comme celle que j'ai pu constater depuis que je suis devenu député. Je suis étonné de voir que certains des programmes dont nous faisons si grand cas sont en fait très parcimonieux. Les responsables font exprès pour forcer les gens à ramper, à mendier et à quêmander afin de démontrer qu'ils n'ont besoin que d'un strict minimum. Je pense surtout à la pension d'invalidité du Régime de pensions du Canada. Les gens ont à démontrer non pas qu'ils ne peuvent trouver un emploi, mais qu'ils ne peuvent accomplir un travail. Or, il y a un grand nombre de personnes qui pourraient bien sûr prendre certains emplois, mais ils ne réussissent pas à en trouver. C'est aussi simple que cela. Le fait de pouvoir accomplir un travail ne sert à rien si personne ne veut vous embaucher.

Un grand nombre de personnes, surtout des hommes dans la cinquantaine, ont travaillé dur toute leur vie dans des entrepôts ou dans d'autres emplois qui exigent de très grands efforts physiques, et quand ils arrivent à la cinquantaine, quand ils ont mal au dos et qu'ils ne peuvent plus faire ce genre de travail, ils se trouvent rejetés dans la masse des Canadiens laissés pour compte.

Ces gens ne sont plus d'aucune utilité dans notre système, pourtant, ce fonds d'invalidité du Régime de pensions du Canada qui doit servir à secourir les gens dans cette situation, ne peut leur servir parce que les règles sont rédigées de telle sorte qu'un strict minimum de personnes peuvent bénéficier de ce régime. Je ne cite cela qu'à titre d'exemple d'un domaine qui laisse beaucoup à désirer et auquel il faudrait allouer des crédits considérables—et un nouveau budget—c'est-à-dire qu'il ne suffirait pas de déplacer les fonds de programmes qui existent déjà.

J'ai souvent parlé de nouveaux crédits, et j'entends les caisses enregistreuses sonner à l'esprit de mes collègues qui sont à ma droite et de l'autre côté de l'allée. Ils disent: «Eh bien, voilà encore le NPD qui parle de dépenser, de dépenser et de dépenser encore». En fait, si nous devons jamais en arriver là où nous voulons, et si nous devons jamais construire la société que nous voulons, nous devons dépenser, mais les dépenses gouvernementales suscitent toujours une autre question car les restrictions budgétaires évoquent toujours la question des recettes, et dans ce cas il s'agit du montant dont le gouvernement dispose pour financer des mesures de ce genre. L'autre aspect de la question des recettes nous amènent à parler des énormes bénéfices qui se font au pays mais dont le ministère du Revenu n'entend jamais parler.

L'envers de la question des restrictions et de la paranoïa au sujet des dépenses gouvernementales, c'est tout l'argent dont le ministère du Revenu ne voit jamais la couleur parce que nous n'avons pas un régime fiscal juste au Canada. Tout cet argent ne parvient jamais au ministère du Revenu parce qu'au cours d'une année comme 1978 nous avons eu 32 milliards de dollars de dépenses fiscales, mais ce montant n'est même pas comptabilisé de façon que les Canadiens sachent qu'une grande partie de l'argent n'a pas été perçu. Il y a assez d'argent pour payer les déficits et de nouveaux programmes, et pourtant nous restons assis ici—du moins certains d'entre nous—à nous

plaindre du déficit. Il ne nous vient jamais à l'idée d'imposer la richesse qui existe déjà de façon à pouvoir commencer à traduire dans les faits les discours du trône d'un si grand nombre de gouvernements libéraux inadéquats qui se sont succédé au cours des années.

Il s'agit de poursuivre les nouveaux buts de la politique sociale et de répondre aux besoins des groupes, dont certains n'existaient même pas il y a 20 ans, en 1960, l'année dont le député de Rosedale a si longuement parlé cet après-midi. Il s'agit de répondre aux énormes besoins, par exemple, des familles monoparentales, phénomène qui n'était certainement pas aussi répandu en 1960 qu'aujourd'hui.

Nous faisons face à toutes sortes de nouveaux phénomènes sociaux. Il y a le problème des autochtones dans les villes, le problème des familles monoparentales, que j'ai déjà mentionné, et le problème des enfants qui, à cause des progrès réalisés dans le domaine de la science de l'apprentissage, sont considérés comme ayant des troubles d'apprentissage et ils ne devraient plus être relégués purement et simplement à des fonctions moins exigeantes. Il faudrait les aider à s'améliorer compte tenu de leurs problèmes particuliers. Voilà deux ou trois situations qui n'étaient pas aussi répandues il y a 20 ans.

Nous ne pouvons répondre à ces besoins sans transformer à fond l'économie; dans ce sens, tous ceux qui ont dit ici aujourd'hui que le développement social ne peut être dissocié du développement économique ont raison. Sans transformer à fond l'économie, nous n'aurons pas d'argent pour édifier les structures économiques qui feront qu'une partie suffisante de la richesse qui est créée au pays passera par le trésor public de façon à permettre l'édification du genre de société que nous voulons. Le gouvernement libéral et le parti libéral sont arrivés au croisement de leurs routes. J'attends avec impatience les prochaines années, parce que c'est au cours des prochaines années que le parti libéral et son gouvernement devront faire face aux réalités qu'ils essaient de retarder depuis très longtemps et qu'ils ont d'ailleurs réussi à retarder de beaucoup. L'heureuse coïncidence du libéralisme canadien disparaîtra sous peu.

• (2130)

L'heureuse coïncidence, c'est que les députés du genre du ministre des Finances (M. MacEachen) sont perçus depuis quelques décennies comme des réformateurs sociaux, tout en fonctionnant dans le cadre de ces vieilles orthodoxies économiques dont l'opposition officielle est si fière. Ils refuseront d'admettre que s'ils ont pu si bien réussir à concilier ces exigences contradictoires, c'est que l'économie était en expansion, que nous traversons une période de croissance inégalée qui leur donnait constamment un nouvel excédent à répartir. Aussi longtemps que le gâteau grossissait, vous aviez beau n'en retirer que 5 p. 100, c'était toujours 5 p. 100 d'un gâteau plus gros, et vous vous trouviez plus heureux sous ce gouvernement que vous n'auriez pu l'être en d'autres cas. Mais aujourd'hui le gâteau ne grossit plus et ne fait pas mine non plus de vouloir grossir, à cause non pas seulement de l'incompétence et de la gabegie libérales, mais aussi de la conjoncture internationale et même mondiale, parce que la redistribution des ressources devra se faire à l'échelle mondiale, si nous ne voulons pas que le monde se lance dans une lutte d'une violence inouïe pour la possession de ressources limitées. Et c'est maintenant que les choses vont changer.